GK. - 1 - L. 2198/1

10 VII 1951
Coordination

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, le 2 juillet 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "modifiant la loi du 18 juin 1930 portant revision de la loi du 10 mars 1925 relative à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré des employés, modifiée par la loi du 3 mars 1933, par l'arrêté royal n° 270 du 30 mars 1936, par la loi du 23 mai 1936 et par la loi du 2 août 1948", a donné en sa séance du 4 juillet 1951 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 2e Juli 1951 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van de wet van 18 Juni 1930 tot herziening van de wet van 10 Maart 1925 betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood der bedienden, gewijzigd bij de wet van 3 Maart 1933, bij het koninklijk besluit nr 270 van 30 Maart 1936, bij de wet van 23 Mei 1936 en bij de wet van 2 Augustus 1948", heeft ter zitting van 4 Juli 1951 het volgend advies gegeven:

Le projet de loi a pour objet de régler l'octroi aux employés, assurés obligatoires, ainsi qu'aux veuves et aux orphelins, d'allocations à charge du Fonds d'allocations instituté par la loi du 18 juin 1930.

Les articles 43 à 45 du projet reprennent, avec certaines modifications de forme, les articles 43 à 46 et 49 de la dite loi.

L'article 47 du projet subordonne le paiement des allocations à certains versements des assurés. Ces versements ne sont toutefois pas requis si l'assuré a dû suspendre son activité par suite de maladie, d'invalidité, d'accident ou de chomage involontaire, ou encore si son revenu moyen au cours des années de guerre n'a pas dépassé 36.000 francs par an.

\+

\+ \+

Le projet oblige l'assuré à établir "par des preuves précises et concordantes" qu'il a dû suspendre toute activité par suite de maladie, d'invalidité, d'accident ou de chômage involontaire.

L'expression "par des preuves précises et concordantes", qui figurait déjà dans les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré (article 40, § 1er, A, dernier alinéa), a été reprise dans la loi du 30 décembre 1950, bien que le Conseil d'Etat eût proposé une rédaction différente.

.../...

Le Code civil permet au juge d'admettre dans certains cas, à défaut de preuve écrite, des présomptions graves, précises et concordantes (article 1353), mais il ignore la notion de "preuves précises et concordantes". Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, la suppression des mots "par des preuves précises et concordantes".

\+

\+ +

L'article 47, § 3, du projet dispose in fine : "Cette exception n'est pas applicable si l'assuré a fait partie d'une formation ennemie, militaire, paramilitaire ou de police ou si, du fait de son comportement pendant l'occupation ennemie, il a encouru des sanctions pénales".

Cette disposition est la reproduction littérale d'un texte inséré dans la loi générale par les articles 4 et 6 de la loi du 30 décembre 1950 (lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, article 40, § 1er, A, 4°, alinéa 2, et article 41, alinéa 3). Ce texte a été introduit par la Commission du travail et de la prévoyance sociale de la Chambre (Doc. Parl., Session 1950-1951, n°76) et n'a fait l'objet d'aucun commentaire.

Le Conseil d'Etat est d'avis que le texte du projet n'a pas pour objet de confier au Fonds d'allocations ou, en cas d'appel contre la décision du Fonds, au Conseil supérieur des pensions pour employés, le soin

.../...

d'apprécier le comportement civique des assurés. Le Fonds d'allocations ou le Conseil supérieur auront pour seule mission de constater soit que l'assuré a été déchu de ses droits civils et politiques en vertu de l'article 2, 1°, de l'arrêté-loi du 19 septembre 1945 relatif à l'épuration civique, ou en vertu de l'article 2, 1°, de la loi du 14 juin 1948 relative au même objet, soit qu'il a été condamné pour crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat.

\+

\+ \+

Pour le surplus, le projet n'appelle que les observations de forme suivantes :

1. Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 47 nouveau ainsi qu'il suit :

"Article 47.-

§ 1er. Cette allocation est accordée :

1° aux assurés du sexe masculin nés après le 31 décembre 1861 et avant le 1er janvier 1873 et aux assurés du sexe féminin nés après le 31 décembre 1866 et avant le 1er janvier 1878, qui bénéficient d'une allocation de vieillesse à la date du 31 décembre 1951;

2° aux assurés du sexe masculin nés après le 31 décembre 1872 et aux assurés du sexe féminin nés après le 31 décembre 1877, à condition que des versements au titre d'assuré obligatoire aient

.../...

été effectués aux organismes d'assurance conformément à la présente loi pour le tiers au moins (les fractions d'années étant négligées) du nombre d'années d'assurance déterminé comme suit :

a ...
b ... ".

Les §§ 2 et 3 comme au texte du projet du Gouvernement, sous réserve de supprimer le mot "inclus" qui est superflu.

Le § 4 est supprimé.

2. Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 48 nouveau ainsi qu'il suit :

" Article 48.-

§ 1er. Le Roi fixe le mode de calcul de l'allocation de vieillesse en établissant une distinction suivant l'année de naissance, le sexe et l'état civil des assurés. L'assuré séparé de corps ou séparé de fait est assimilé à l'assuré divorcé.

§ 2. Si deux conjoints assurés vivant en commun réunissent les conditions prévues à l'article 47, ...(la suite comme au projet du Gouvernement) ...".

3. Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 51 nouveau ainsi qu'il suit :

.../...

"Article 51.-

Cette allocation est accordée :

1° aux veuves dont le mari né après le 31 décembre 1861 et avant le 1er janvier 1873, bénéficiait d'une allocation de vieillesse à la date du 31 décembre 1951;

2° aux veuves d'assurés nés après le 31 décembre 1861 et avant le 1er janvier 1873, qui bénéficient d'une allocation de veuve à la date du 31 décembre 1951;

3° aux veuves d'assurés nés après le 31 décembre 1872, si la condition de versement déterminée à l'article 47 est remplie dans le chef du mari.

Toutefois, si ce dernier est décédé avant l'âge de 65 ans, l'année d'assurance précédant celle au cours de laquelle il est décédé est la dernière à prendre en considération.".

4. A l'article 53 nouveau, § 2, alinéa 2, le Conseil d'Etat propose de remplacer les mots : "dont elle bénéficiat" par : "dont l'intéressée bénéficiait" et de supprimer les mots : "à la demande de l'intéressée et".

5. A l'article 54 nouveau, alinéa 1er, le Conseil d'Etat propose de reporter à la fin de l'alinéa, les mots : "cette allocation est payée à la personne ou à l'institution qui, en fait, a la charge de l'enfant" et de supprimer le point-virgule après les mots : "âgé de moins de 18 ans".

.../...

6. A l'article 2 du projet, le Conseil d'Etat propose de rédiger la disposition liminaire ainsi qu'il suit :

"Article 2.-

L'article 56, alinéa 9,de la même loi, modifié par la loi du 2 août 1948 est remplacé par la disposition suivante : ...".

Dans l'alinéa suivant, le Conseil d'Etat propose de supprimer l'indication " Article 56, alinéa 9.-", d'ajouter dans la version française les mots "des allocations d'orphelins et" après les mots "de la majoration de rente de vieillesse et de veuve", et de remplacer, dans la version néerlandaise, les mots "de ouderdomsrente en weduwerentetoeslag" par "de ouderdomsrente-en weduwrentetoeslag".

7. Le Conseil d'Etat propose de fusionner les articles 71 bis et 71 ter nouveaux proposés dans les articles 3 et 4 du projet, ainsi qu'il suit :

"Article 71 bis.-

Le Fonds d'allocations pour employés procède à la revision d'office de la situation de tous ceux qui , à la date du 31 décembre 1951, étaient bénéficiaires d'une allocation de vieillesse, de veuve, d'invalidité ou d'orphelin.

Ces bénéficiaires conservent, en tout état de cause, l'allocation qui leur a été accordée antérieurement; celle-ci est augmentée d'un supplément dont le montant et les modalités de paiement sont déterminés par le Roi.

.../...

Le Fonds peut, en tout temps, payer à ces bénéficiaires la valeur de rachat des allocations, y compris les suppléments, qui sont à sa charge et dont le montant annuel est inférieur à une somme qui sera déterminée par le Roi. Il fait application, à cette fin, des barèmes en vigueur à la Caisse nationale des pensions pour employés.".

L'article final du projet devrait être rédigé comme suit :

" Article 4.-

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier 1952.".

Het ontwerp van wet strekt tot regeling van de toekenning aan de bedienden, verplicht verzekerden, alsmede aan de weduwen en de wezen, van uitkeringen ten bezware van het Toelagenfonds dat door de wet van 18 Juni 1930 is opgericht.

In de artikelen 43 tot 45 worden, met enkele vormwijzigingen, de artikelen 43 tot 46 en 49 van de genoemde wet overgenomen.

Artikel 47 van het ontwerp maakt de uitkering van de toelagen afhankelijk van bepaalde stortingen door de verzekerden. Die stortingen zijn echter niet vereist, indien de verzekerde zijn werk heeft moeten schorsen ingevolge ziekte, invaliditeit, ongeval of onvrijwillige werkloosheid, of indien zijn gemiddeld inkomen tijdens de oorlogsjaren geen 36.000 frank per jaar overschreed.

\+

\+ \+

Het ontwerp verplicht de verzekerde "door nauwkeurige en overeenstemmende bewijzen" te doen blijken dat hij elk werk ten gevolge van ziekte, invaliditeit, ongeval of onvrijwillige werkloosheid heeft moeten schorsen. De uitdrukking "door nauwkeurige en overeenstemmende bewijzen", die reeds in de samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood in artikel 40, § 1, A, laatste lid, voorkwam , is ook overgenomen in de wet van 30 December 1950, hoewel de Raad van State een andere redactie had voorgesteld.

.../...

Het Burgerlijk Wetboek maakt het de rechter mogelijk in bepaalde gevallen, bij gebreke van schriftelijk bewijs, gewichtige, bepaalde en overeenstemmende vermoedens (artikel 1353) aan te nemen, doch kent niet het begrip "nauwkeurige en overeenstemmende bewijzen". De Raad van State stelt dienvolgens voor, de woorden "door nauwkeurige en overeenstemmende bewijzen" weg te laten.

\+

\+ \+

Artikel 47, § 3, van het ontwerp luidt in fine als volgt : "Deze uitzondering wordt niet toegepast ingeval de verzekerde deel heeft uitgemaakt van een vijandelijke militaire, paramilitaire of politieformatie, of ingeval hij, uit hoofde van zijn gedrag tijdens de vijandelijke bezetting, strafrechtelijk veroordeeld werd".

Deze bepaling is een letterlijke herhaling van een tekst die in de algemene wet werd ingevoegd bij de artikelen 4 en 6 van de wet van 30 December 1950 (samengeordende wetten betreffende de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, artikel 40, § 1, A, 4°, tweede lid, en artikel 41, derde lid). Die tekst werd er ingevoegd door de Kamercommissie voor Arbeid en Sociale Voorzorg (Parl. Doc., Zitting 1950-1951, nr 76) en werd nergens toegelicht.

De Raad van State is van advies dat de tekst van het ontwerp er niet toe strekt het Toelagenfonds en, in geval van beroep tegen de beslissing van het Fonds, de Hoge Raad voor bediendenpensioenen de taak op te dragen het gedrag als Staatsburger van de verzekerden te beoordelen. Het Toelagenfonds of de Hoge Raad zal enkel tot taak hebben vast te stellen, hetzij dat de verzekerde van zijn burgerlijke en politieke rechten vervallen is verklaard krachtens artikel 2, 1°, van de besluitwet van 19 September 1945 betreffende de epuratie inzake burgertrouw, of krachtens artikel 2, 1°, van de wet van 14 Juni 1948 betreffende dezelfde stof, hetzij dat hij veroordeeld is wegens misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.

Voor het overige zijn bij het ontwerp enkel de volgende opmerkingen te maken in verband met de vorm:

1. De Raad van State stelt voor, het nieuwe artikel 47 als volgt te stellen :

"Artikel 47.

§ 1. Deze toelage wordt toegekend :

1° aan de verzekerden van mannelijke kunne na 31 December 1861 en vóór 1 Januari 1873 geboren en aan de verzekerden van vrouwelijke kunne na 31 December 1866 en vóór 1 Januari 1878 geboren, die op 31 December 1951 op een ouderdomstoelage gerechtigd zijn;

2° aan de verzekerden van mannelijke kunne na 31 December 1872 geboren en aan de verzekerden van vrouwelijke kunne na 31 December 1877 geboren, op voorwaarde dat overeenkomstig deze wet aan de verzekeringsorganismen stortingen als verplicht verzekerde gedaan zijn voor minstens het derde (met weglating van de fracties van jaren) van het als volgt bepaald aantal verzekeringsjaren :

a) . . .

b) . . . ".

§§ 2 en 3 zoals in de tekst van het ontwerp der Regering.

§ 4 valt weg.

.../...

2. De Raad van State stelt voor, het nieuwe artikel 48 als volgt te stellen :

"Artikel 48.

§ 1. De Koning bepaalt de wijze van berekening van de ouderdomstoelage door volgens het geboortejaar, de kunne en de burgerlijke stand van de verzekerden onderscheid te maken. De van tafel en bed of feitelijk gescheiden verzekerde wordt met de uit de echt gescheiden verzekerde gelijkgesteld.

§ 2. Ingeval twee verzekerde echtgenoten die samenwonen de bij artikel 47 bepaalde voorwaarden vervullen, wordt aan ieder van hen een ouderdomstoelage verleend waarvan het bedrag bepaald wordt volgens de regelen welke voor de ongehuwde verzekerden zijn vastgesteld.".

...(Het overige zoals in het ontwerp van de Regering)...

3. De Raad van State stelt voor, het nieuwe artikel 51 als volgt te stellen :

"Artikel 51.

Deze toelage wordt toegekend :

1° aan de weduwen wier man, na 31 December 1861 en vóór 1 Januari 1873 geboren, op 31 December 1951 op een ouderdomstoelage gerechtigd was ;

2° aan de weduwen van na 31 December 1861 en vóór 1 Januari 1873 geboren verzekerden, die op 31 December 1951 op een weduwtoelage gerechtigd zijn ;

.../...

3° aan de weduwen van na 31 December 1872 geboren verzekerden, indien de bij de artikel 47 bepaalde stortingsvoorwaarde in hoofde van de man vervuld is.

Zo deze laatste evenwel vóór 65 jarige leeftijd overleed, is het verzekeringsjaar vóór dit waarin hij overleed het laatste dat in aanmerking komt.".

4. In artikel 53, § 2, nieuw tweede lid, stelt de Raad van State voor, de woorden, "waarop zij vóór haar hertrouw gerechtigd was" te vervangen door "waarop de betrokkene vóór haar hertrouw gerechtigd was",en de woorden "op aanvraag van de betrokkene en" te schrappen.

5. In het nieuw artikel 54, eerste lid, stelt de Raad van State voor, de woorden : "deze toelage wordt betaald aan de persoon of aan de instelling die feitelijk het kind ten laste heeft" aan het einde van het lid over te brengen, en het punt na de woorden "een wezentoelage verleend" door een komma te vervangen.

6. Voor artikel 2 van het ontwerp stelt de Raad van State voor, de inleidende bepaling als volgt te stellen :

"Artikel 2.

Artikel 56, negende lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 2 Augustus 1948, wordt door de volgende bepaling vervangen :...".

.../...

In het volgende lid stelt de Raad van State voor, de vermelding "Artikel 56, alinea 9" weg te laten, in de Nederlandse tekst de woorden "de ouderdomsrente en weduwerentetoeslag" te vervangen door "de ouderdomsrente- en weduwrentetoeslag" en,in de Franse tekst,de woorden "des allocations d'orphelins et" in te voegen na de woorden "de la majoration de rente de vieillesse et de veuve".

7. De Raad van State stelt voor, de nieuwe artikelen 71 bis en 71 ter, in de artikelen 3 en 4 van het ontwerp voorgesteld, als volgt te versmelten :

"Artikel 71 bis.

Het Toelagenfonds voor bedienden gaat ambtshalve tot de herziening over van de toestand van al degenen die op 31 December 1951 op een ouderdoms-, weduwe-, invaliditeits- of wezentoelage gerechtigd waren.

Deze gerechtigden behouden, in elk geval, de hun vroeger verleende toelage; deze wordt met een bijslag verhoogd, waarvan het bedrag en de betalingsmodaliteiten door de Koning bepaald worden.

Het Fonds kan te allen tijde de terugkoopwaarde van deze toelagen, de bijslag inbegrepen, die te zijnen laste zijn en waarvan het jaarlijks bedrag lager is dan een som welke door de Koning zal bepaald worden, aan die gerechtigden betalen. Daartoe past het de bij de Nationale Kas voor bediendenpensioenen van kracht zijnde schalen toe.".

Het slotartikel van het ontwerp zou als volgt moeten worden gesteld :

"Artikel 4.

Deze wet treedt 1 Januari 1952 in werking.".

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : M. SOMERHAUSEN, conseiller d'Etat, président
de Heren : raadsheer van State, voorzitter

A. VRANCKX, conseillers d'Etat
G. VAN BUNNEN, raadsheren van State

A. BERNARD, assesseurs de la section de législation
J. MERTENS, bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, — greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. VAN BUNNEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst word nagezien onder toezicht van de H. VAN BUNNEN.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) G. PIQUET.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg.

Le 1951. De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

K. MEES.